

## Contribution discussions Conférence Nationale PCF des 10 et 11 avril 2021

*Pierre Deransart, Section Cachan (Val de Marne)*

Aller à la présidentielle, oui, mais avec de bons atouts.

Le projet de texte adopté par le Conseil National « reconstruire l'espoir » propose un ensemble de « choix de transformations révolutionnaires pour sortir de la crise » (L35, P3). Parmi les neuf voies proposées, la troisième (P4, L17) consiste en une « révolution du travail et de l'emploi » et met en avant la voie de la « Sécurité de l'Emploi et de la Formation » (SEF) pour répondre à cet objectif.

Sans rentrer dans les détails de cette proposition, nous pensons qu'il faut d'emblée viser plus haut et plus fort. La gestion gouvernementale de la crise sanitaire en cours et à venir, et ses conséquences dramatiques sur le plan économique et social, peut offrir une fenêtre de tir pour des réformes profondes du capitalisme, c'est-à-dire pour reprendre du pouvoir sur le capital. Il nous appartient de saisir une telle opportunité, de convaincre le plus grand nombre, et de réunir autour de propositions susceptibles d'améliorer rapidement et durablement la situation de la plupart de nos co-citoyens.

Nous voulons attirer l'attention des camarades sur la proposition de « Premier Niveau de Salaire Inconditionnel » (PNSI), proposé par l'association « Salaire à Vie » (ASAV) et Réseau salariat Île de France, dont on peut lire quelques détails sur <https://www.salaireavie.fr/pnsi> . Une telle proposition pourrait être portée valablement et efficacement par notre Parti.

Il s'agit d'instaurer un premier niveau de salaire à vie, dans l'esprit des idées de Bernard Friot, qui constituerait un véritable salaire accessible à toutes et tous dès l'âge de 18 ans, attaché à la personne et ne dépendant pas du marché de l'emploi. Ainsi qu'il est écrit sur le site référencé ici : « Parce que nos vies ne peuvent plus dépendre du marché de l'emploi, des aléas de la conjoncture économique, sanitaire, et climatique, nous devons sécuriser un premier niveau de salaire, à hauteur du SMIC dès la majorité. Celui-ci sera versé par la Sécurité sociale, comme sont versées actuellement les retraites. Tout en éradiquant la misère sociale, nous reconnaitrons ainsi la participation et la responsabilité de tous au fonctionnement de la société. »

Dans le cadre de la campagne présidentielle et du contexte actuel, les propositions d'instauration d'un revenu de base universel abondent, tant venant de la droite que de la gauche réformatrice. Ces revenus inconditionnels sont toujours présentés, soit comme une manière de simplifier l'attribution des minima sociaux (proposition en général de droite), soit pour éradiquer l'extrême pauvreté ou simplement la pauvreté et se positionnent comme un acte de générosité des « plus aisés » envers les « moins aisés » (propositions plutôt de gauche compassionnelle). Mais d'où viendrait donc cette générosité et à qui devrait-elle s'adresser? Qui doit aider qui? Et les propositions les plus généreuses peinent à trouver des financements substantiels qui ne soient implantés progressivement, ce qui les condamne probablement à rester bien longtemps au niveau d'un RSA amélioré.

La France insoumise se démarque de ces propositions en évoquant parfois la nécessité d'instaurer un « revenu de dignité » d'au moins 1000 euros (au-dessus du seuil de pauvreté qui est de l'ordre de 900 euros). Mais il peine à sortir du compassionnel et son financement reste à préciser.

Notre parti, le parti du travail, repose sur une autre ambition. La SEF serait une belle avancée, mais celle-ci dépend, pour améliorer le sort de tous, que règne un plein emploi. Or nous ne pouvons pas dépendre d'une telle condition, probablement impossible à atteindre dans le cadre du capitalisme. Le PNSI ne résoudrait pas tous les problèmes, loin de là, puisque nous restons en régime capitaliste dominant. Mais il enfonce un coin essentiel, en fait un véritable pieu : il s'adresse à toute la population, il instaure un salariat général partiel qui garantit à toutes et tous au moins un SMIC, l'accès au travail et à la Sécu, et ceci sans attendre un hypothétique plein emploi !

Une analyse succincte nous montre que, même si un salaire minimum pour tous les citoyens majeurs revient à gérer de manière démocratique une masse salariale considérable (plus importante que le budget actuel de la sécurité sociale et du budget de l'État réunis), il pourrait être mis en place avec, pour l'essentiel, une augmentation très faible des cotisations patronales et une ponction minime sur les très hauts revenus. Une goutte d'eau face aux profits monstrueux actuellement encaissés par le grand capital.

Ce que nous appelons ici de nos vœux, c'est une réforme à la mesure de la catastrophe actuelle, à la mesure des réformes telles que celles du Conseil National de la Résistance qui, en 1946, a su créer un régime général de la sécurité sociale et le statut des fonctionnaires ; une réforme qui, aujourd'hui, après plus de 40 ans de régressions sociales, introduise une nouvelle garantie : celle de l'accès de tous au travail et, de ce fait, une amélioration de la santé et du plaisir de vivre.

Ainsi qu'il est indiqué sur le site référencé ci-dessus : « **actuellement il n'y a pas de salaire sans emploi, demain un salaire garanti permettra le travail de tous** ». C'est une nouvelle perspective qui s'ouvrirait alors, dans laquelle toute la population française pourrait se trouver en meilleure sécurité face aux crises diverses qui ne manqueront pas d'arriver. Cela pourrait constituer une base solide pour créer de nouvelles activités. Un SMIC pour toutes et tous serait aussi une manière de rendre toute la Société solidaire. C'est techniquement possible. Reste à conquérir le pouvoir de le faire, reste à le conquérir... sans Macron.

Notre objectif doit être de construire ensemble une société plus résiliente face aux défis des crises sanitaires, climatiques, économiques et sociales provoquées par le capitalisme mondialisé. On ne résoudra pas tout d'un coup, mais il y a là déjà une possible réforme de grande ampleur qui, en touchant au cœur du capitalisme, serait aussi une manière de reconstruire une espérance réelle pour toute la jeunesse.